Elèves radicalisés : ce rapport confidentiel qui embarrasse le gouvernement. Plus de 500 élèves en cours de radicalisation djihadiste, dont 160 considérés comme potentiellement dangereux

22/03/2024 à 21h42



Elèves radicalisés : ce rapport confidentiel qui embarrasse le gouvernement

Il est rare qu’un rapport administratif scandalise… l’institution qui l’a commandé. Tel est pourtant bien le cas du texte confidentiel rendu en décembre 2023, par huit hauts fonctionnaires, concernant la scolarisation des élèves radicalisés. *“Pas à la hauteur de l’enjeu… Cela démontre, hélas, une méconnaissance de ce qu’est le processus très puissant de radicalisation”*, lâche par exemple ce haut fonctionnaire très au fait du dossier.

Ce rapport confidentiel, que L'Express a pu consulter, est signé par des inspecteurs généraux de l'Education nationale, de l'Intérieur et de la Justice… dont l'ancien directeur de cabinet d'une ex-ministre d'Emmanuel Macron. Il propose d'adapter le dispositif des projets d'accueil individualisés (PAI), jusqu'ici réservé aux enfants et aux adolescents scolarisés atteints de troubles de santé, aux élèves tentés par l'idéologie djihadiste. Les auteurs se prononcent également contre le placement de ces élèves en établissements dédiés avec internat, sous prétexte que *"les laisser en dehors de l'école serait contreproductif tant sur le plan éducatif et sécuritaire"* et susceptible de nourrir *"le risque de création d'un cluster d'individus radicalisés"*. "Des problèmes de comportements des jeunes seraient également à anticiper" et "la sécurité des personnes y travaillant ne pourrait pas être garantie" est-il ajouté.

(…) L'enjeu est de taille puisque plus de 500 élèves seraient aujourd'hui entrés dans des processus de radicalisation. Et environ 160 d'entre eux seraient classés dans ce que les spécialistes appellent le "haut du spectre" et donc considérés comme potentiellement dangereux. Certains mineurs, qui sont déjà passés à l'acte et font l'objet d'une procédure pénale, sont placés dans des centres éducatifs fermés mais d'autres – ceux dont on débat aujourd'hui – sont scolarisés dans des établissements ordinaires sans que l'équipe pédagogique n'en soit nécessairement informée.

(…) PAI spécialisé, centres fermés dédiés, classes spécifiques… Toutes ces pistes actuellement à l'étude font figure de casse-tête. "C'est très tendu car le dossier est explosif. On sait bien qu'il n'y a pas de solution idéale. Tout l'enjeu est d'opter pour la moins mauvaise, ce qui prend nécessairement du temps", avance une source interne.

(…) L'Express

(Merci à BB)